

Résumé : 1/Le PIB britannique s'est contracté de 20,4 % en avril après -5,8 % en mars 2/ Le taux de chômage s'est établi à 3,9 % en avril, en hausse de seulement 0,1 % 2/ Nouvelle enveloppe de £63 millions pour l'aide alimentaire en Angleterre 4/ UK Finance publie de nouvelles estimations sur les risques de faillites d'entreprises 5/ Les opérateurs ferroviaires en négociations avec le gouvernement britannique pour étendre leur plan de soutien.

1. Évolution épidémiologique

Au 18 juin à 9 heures du matin, 7 259 555 tests ont été effectués, dont 136 516 le 17 juin. Au total, 300 469 personnes ont été testées positives.

Au 17 juin à 17 heures, 42 288 personnes testées positives pour le coronavirus sont décédées, tous milieux confondus.

2. Mesures nouvelles

Le comité de politique monétaire maintient son taux directeur à 0,1 % et étend son programme d'achats d'actifs - Lors de sa réunion du 17 juin, le MPC a voté à 8 voix contre 1 (l'économiste en chef Andy Haldane) l'extension de son programme d'achats d'actifs de 100 Md£, capé dorénavant à 745 Md£. Il a indiqué que les achats seraient complétés à la fin de l'année, ce qui signifie un ralentissement très net du rythme des achats (autour de 3-4 Md£ par semaine contre 13,5 Md£ entre mars et juin selon JPMorgan). La Banque d'Angleterre a également revu ses prévisions de croissance à la hausse, estimée dorénavant à - 20 % au T2 contre - 27 % lors de la réunion de mai. Elle a par contre averti que la crise pourrait avoir des conséquences à long-terme sur l'économie, dont un taux de chômage en hausse et des comportements *risk-averse* de la part des ménages et des entreprises. Le MPC a indiqué qu'il se tenait prêt à accélérer le rythme de ses achats d'obligations si l'environnement économique se détériorait.

Nouvelle enveloppe de £63 millions pour l'aide alimentaire en Angleterre. Le gouvernement a confirmé le 11 juin qu'un montant supplémentaire de 63 millions £ sera distribué aux autorités locales en Angleterre pour aider ceux qui ont du mal à se procurer de la nourriture et d'autres produits de première nécessité en raison du coronavirus. Ce financement vient s'ajouter aux 6,5 milliards £ de soutien supplémentaire que le gouvernement apporte par le biais du système de protection sociale.

3. Impact économique et financier

Le PIB britannique s'est contracté de 20,4 % en avril après - 5,8 % en mars - Le secteur des services s'est replié de 19 %, la production industrielle de 20,3 % et la construction de 40,1 %. Il s'agit des chiffres de croissance les plus bas enregistrés au Royaume-Uni. De janvier à avril, l'activité britannique a chuté de 25,2 %. Pour comparaison, le PIB avait diminué de 6 % pendant la récession de 2008-09. La production a chuté dans tous les sous-secteurs à l'exception de l'administration publique (+ 0,2 %), dont les plus touchés ont été l'hôtellerie-restauration (- 91,8 %), la culture et les divertissements (- 47,2 %), la construction (- 44,7 %) et l'éducation (- 43,1 %). De son côté, l'inflation continue de ralentir. L'indice des prix à la consommation s'est établi à 0,5 % en mai contre 0,8 % en avril, son niveau le plus bas depuis juin 2016. L'inflation sous-jacente a également ralenti, s'établissant à 1,2 % en mai contre 1,4 % en avril. Le prix des carburants a baissé de 16,6 % en mai, mais cette chute a été compensé en partie par l'augmentation de l'inflation alimentaire, à 1,8 % en mai contre 1,3 % en avril. L'inflation du prix des biens s'est établie à 0,1 % en mai contre 0,5 % en avril, entraînée par la baisse des prix des produits ménagers et de loisirs.

Le taux de chômage s'est établi à 3,9 % en avril, en hausse de seulement 0,1 % – Le marché de l'emploi a mieux résisté qu'attendu en avril, grâce aux dispositifs mis en place par le gouvernement. Le taux d'emploi a faibli de 0,1 %, à 76,4 %. Les heures travaillées reflètent plus significativement les effets du Covid-19 sur l'économie, ayant diminué de 8,9 % en glissement annuel en avril. La croissance des salaires hebdomadaires a également ralenti, s'établissant à 1 % en avril contre 2,4 % en mars. D'autres indicateurs assombrissent les perspectives de l'emploi au Royaume-Uni. Entre mars et mai, 612 000 individus auraient été retirés des listes de paie, ce qui correspond à une augmentation du taux de chômage à 5,7 % si tous les licenciés restaient sur le marché du travail. Les emplois vacants ont également diminué de 60 % en mai par rapport à mars, et de 43,4 % par rapport à l'année précédente.

Plus d'un million de personnes n'auraient pas bénéficié des programmes de soutien - Le *Treasury Committee* du Parlement publie un [rapport](#) sans concession sur les « lacunes importantes dans les prestations financières » proposées par le gouvernement et évalue à plus d'un million le nombre de personnes ou structures qui n'ont pas pu bénéficier des programmes gouvernementaux pour lutter contre la crise du Covid-19. 5 groupes sont particulièrement concernés : les nouveaux entrants sur le marché du travail non éligibles au chômage partiel ; les travailleurs indépendants nouvellement en activité ou dont les bénéfices commerciaux annuels dépassent 50 000£ ; les administrateurs de sociétés anonymes qui perçoivent une grande partie de leurs revenus sous forme de dividendes ; les personnes en CDD dans les secteurs sous tension comme la télévision ou le théâtre. Ce rapport intervient alors que les employeurs doivent accepter le versement de cotisations pour le chômage partiel ou supprimer des emplois.

4. Analyse sectorielle / entreprises

UK Finance publie de nouvelles estimations sur les risques de faillites d'entreprises – Selon un dernier rapport de la fédération professionnelle des banques, sept entreprises britanniques sur dix ont été touchées par la crise du coronavirus, et une sur cinq dispose de moins d'un mois de réserves de liquidités. Environ 18 % des entreprises ont averti qu'elles pourraient cesser toute activité commerciale et ne pas survivre aux retombées de la pandémie. Le mois d'octobre devrait marquer la première grande vague de faillites d'entreprises, alors que le moratoire des remboursements de prêts aux entreprises et le dispositif de chômage partiel devrait prendre fin.

Un député conservateur dresse des pistes de proposition pour la relance – Selon un [rapport](#) de la *Social Market Foundation* intitulé « Unlocking Britain » porté par le député conservateur Bim Afolami, le Trésor devrait désormais concentrer ses efforts sur des investissements dans les PME touchées par la crise du Covid-19 au travers d'un Fonds de relance de 15Md£, empruntés et investis via la *British Business Bank* puis introduit à la Bourse de Londres. Des actions à prix réduit pourraient être proposées aux travailleurs du NHS et aux jeunes. Les autres propositions du rapport portent sur la facilitation de l'investissement dans les PME (pouvant aller jusqu'à 6 Md£) sans avoir à lever de nouveaux fonds auprès du secteur public ou privé, l'ouverture de l'économie par la réduction des obstacles à l'innovation et à l'industrie au travers d'un programme pro-concurrentiel ou encore le comblement de la fracture numérique en obligeant les structures privées à fournir gratuitement tous leurs cours en ligne aux écoles publiques.

Les opérateurs ferroviaires en négociations avec le gouvernement britannique pour étendre leur plan de soutien – Alors que le plan de soutien au secteur ferroviaire anglais s'élève à 3,5Md£, les opérateurs de transports espèrent obtenir de l'aide pendant une année supplémentaire. Les « accords d'urgences », conclus en mars entre le ministère des transports et les principaux exploitants de concessions ferroviaires anglaises, arrivent à échéance en septembre mais les opérateurs appellent à leur extension pour les 12 ou 18 prochains mois. Ces accords transfèrent les recettes et le risque d'exploitation au gouvernement britannique, ce dernier prenant en charge les coûts des exploitants – majorés d'un bonus en cas de bonne performance. Ce système permet ainsi aux opérateurs d'exploiter les liaisons anglaises sans revenus passagers, ce que certains analystes ont pu qualifier d'une « nationalisation des pertes des compagnies ferroviaires ». Malgré un assouplissement du confinement,

la fréquentation des trains est encore inférieure de 80% aux niveaux enregistrés pré-Covid –les 2 mètres de distanciation physique ne permettant d’assurer que 15 à 20% des capacités habituelles. Une étude réalisée par le comité représentant les usagers des transports, Transport Focus, suggère par ailleurs que 40% des passagers du quotidien (*commuters*) estiment que prendre les transports en commun n’est pas sans danger pour la santé.